



EuroMed Rights
EuroMed Droits
الأورو-متوسطية للحقوق

Réunion du Comité Exécutif d'EuroMed Droits Copenhague, 4-6 octobre 2018 *Compte-rendu*

La réunion du Comité Exécutif a été précédée, le jeudi 4 octobre, par une réunion de la Troïka, Søs Nissen et Marc Schade-Poulsen avec le directeur du département MENA au Ministère des Affaires Etrangères danois.

Le vendredi 5 octobre au soir, a eu lieu un dîner qui a permis au nouveau Comité exécutif de rencontrer des partenaires locaux, universitaires et donateurs, pour échanger sur la situation des droits de l'Homme dans la région euro-méditerranéenne et recueillir un point de vue danois.

PARTICIPANTS

Comité Exécutif d'EuroMed Droits :

Wadih Al-Asmar (Président), Catherine Teule (Vice-présidente), Moataz El Fegieri (Trésorier), Jamila Sayouri, David Bondia, Lubna Dawany, Radostina Pavlova, Theodora Christou, Søs Nissen, Messaoud Romdhani, Sara Prestianni

Excusé :

Hamdi Shaqqura

Invités : Kamel Jendoubi et Michel Tubiana, présidents d'honneur d'EuroMed Droits

Secrétariat :

Marc Schade-Poulsen (Directeur exécutif), Marit Flø Jørgensen (Directrice des programmes), Eliana Capretti (Directrice de la communication) et Christel Décatoire (Rapporteur). L'ensemble du personnel de Copenhague a été invité à participer à la première session, qui s'est tenue le jeudi 4 octobre, dans les locaux d'EuroMed Droits à Copenhague. Søren Toft (Directeur administratif, financier et RH) a également été présent à la session sur les finances et le fundraising.

1. MOT DE BIENVENUE, APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR, APPROBATION DU COMPTE-RENDU DE LA REUNION PRECEDENTE ET INTRODUCTION SUR LE TRAVAIL DU RESEAU

Décision :

Le compte-rendu de la réunion du CE du 24 juin qui s'est tenue à Bruxelles juste après l'Assemblée Générale a été approuvé.

NB : le compte de la réunion qui s'est déroulée du 14 au 16 mars à Beyrouth a fait l'objet d'une approbation à distance (mails) par le précédent CE.

Après un bref mot d'accueil de Wadih Al-Asmar et l'approbation de l'ordre du jour, Marc Schade-Poulsen a rappelé l'**histoire d'EuroMed Droits** : le contexte de sa création après la Déclaration de Barcelone, les raisons de l'implantation du siège de l'association au Danemark, et les motivations qui ont présidé à son organisation singulière dont on retiendra en particulier :

- Son caractère ascendant (bottom-up) : elle est ancrée sur sa base, constituée par les organisations membres,
- L'esprit d'égalité entre le Nord et le Sud,
- L'équilibre des contributions des membres, du Comité exécutif et du Secrétariat au fonctionnement de l'organisation.

La gouvernance de l'association a ensuite été rappelée, en soulignant :

- Le pouvoir de l'assemblée générale, à laquelle le Comité exécutif mais aussi le président, en tant qu'élu direct, rend des comptes.
- L'importance du duo formé par le directeur exécutif et le président, qui sont les deux fonctions fortes de l'organisation selon les statuts.

Puis, **l'organigramme et les activités des bureaux** du Secrétariat ont été expliqués :

- Le Secrétariat a connu une croissance significative ces dernières années pour atteindre 40 employés à ce jour (stagiaires inclus). La gestion de la croissance de l'organisation doit rester un point de vigilance.
- C'est le bureau de Bruxelles qui compte le plus de personnel.
- Le bureau de Tunis n'a pas seulement pour rôle de soutenir l'action des membres tunisiens. Il anime également des groupes de travail et un dialogue avec les institutions européennes selon un processus singulier et innovant. Produire un document de référence décrivant cette dynamique spécifique serait utile pour inciter l'UE à dupliquer ce modèle dans d'autres pays.
- Suggestion : afin de mieux symboliser la dimension transversale de la plupart des activités du réseau et de souligner le caractère non-hiérarchique de l'organisation, l'organigramme du secrétariat pourrait être représenté de gauche à droite, plutôt que de haut en bas.

Un rappel a également été fait sur **les adhésions et la typologie des membres**. Les défis identifiés sont :

- L'émiettement des associations sur les thèmes
- La professionnalisation croissante des associations au détriment du militantisme
- Le vieillissement des personnes engagées et la difficulté à assurer le renouvellement générationnel et la transmission.

Enfin, un point sur **les groupes de travail** et sur le processus de renouvellement en cours été présenté par Marit Flø Jørgensen. Un appel à candidature pour la participation aux différents groupes de travail a été lancé avant la pause estivale et la composition de groupes de travail est en train d'être définie. On retiendra en particulier le lancement d'un nouveau groupe de travail sur les droits économiques et sociaux, le nombre important de candidatures reçues (84) et le fait que seuls 4 membres réguliers ne sont pas actifs dans les groupes de travail.

Durant les discussions, il a été proposé entre autres de :

- Mettre à l'ordre du jour du nouveau CE une analyse du fonctionnement des groupes de travail, seuls véritables espaces d'interaction entre les membres entre 2 assemblées générales.
- Cultiver les interactions régionales.
- Réfléchir à l'appropriation des travaux des groupes de travail par le réseau.

2. RÔLE ET FONCTIONNEMENT DU COMITÉ EXÉCUTIF

Obligations légales

La note d'un avocat présentant les obligations légales du Comité exécutif a été commentée. On retiendra en bref les points suivants :

- Dans la mesure où il s'agit d'une fonction non rémunérée, le risque de poursuite judiciaire est faible.
- Les membres doivent veiller à la bonne application des statuts et du règlement intérieur et notamment à être correctement informés par le Secrétariat.

Les prérogatives fortes du Directeur exécutif en matière de gestion courante du personnel et financière ont été soulignées.

Fonctionnement du CE

Les membres du CE ont discuté de leur fonctionnement en tant que groupe et en particulier de la façon de préparer les communiqués de presse et prises de position. Par ailleurs, les membres du CE doivent veiller à consulter leurs homologues de manière appropriée.

A l'issue des échanges, il a été acté :

- D'informer systématiquement l'ensemble des membres du CE de tout projet de déclaration, prise de positions...
- De préciser pour chaque sollicitation les attentes vis-à-vis du CE : le niveau d'urgence, le délai de réponse, si une prise de position est attendue, par qui...
- D'associer le plus possible les membres concernés par les communiqués de presse : information préalable à la publication voire demande de validation, à arbitrer en fonction des cas de figure.
- De procéder à une auto-évaluation à l'issue des réunions du CE.

Ces principes pourront être ajustés selon les retours d'expérience.

Plusieurs membres du CE ont également alerté le Secrétariat sur la qualité parfois médiocre des traductions.

Dates des réunions du Comité exécutif en 2019 :

Du vendredi 1^{er} au dimanche 3 mars, du vendredi 14 au dimanche 16 juin, du vendredi 18 au dimanche 20 octobre

3. TOUR DE TABLE SUR LA SITUATION DES DROITS DE L'HOMME DANS LA RÉGION

En préambule, il a été demandé un cadrage différent de ce point à l'ordre du jour pour améliorer la qualité des débats (proposition d'inviter des experts).

Les membres du CE ont partagé leurs préoccupations quant à l'état des droits de l'Homme dans la région, tant au Nord (dérive antidémocratique, alliances de mouvements populistes, criminalisation des ONG...) qu'au Sud (montée de l'islamisme, attaques contre les défenseurs des droits de l'Homme, revendications pour les droits économiques et sociaux...). Ils ont convergé sur le recul du soutien silencieux mais bienveillant des populations en ce qui concerne les valeurs des droits humains qui existait auparavant et sur l'augmentation des attaques contre ces valeurs émanant des peuples mêmes.

Ils se sont questionnés sur la façon dont le réseau pouvait aborder concrètement ces problématiques : développement de partenariats, statut ECO SOC, utilisation du contexte des élections européennes, introduction de nouveaux thèmes plus mobilisateurs dans l'opinion tels que la protection de l'environnement et la corruption... Marc Schade-Poulsen a mis en évidence que les éléments de contestation provenant de la société civile à l'égard de l'UE - par ailleurs financeur du réseau - sont les mêmes depuis 20 ans, ce qui témoigne d'un paradoxe sur lequel il faudrait se pencher.

4. BILAN DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ET DÉFIS DES PROCHAINES ANNÉES

Bilan de l'Assemblée Générale

Le bilan de l'Assemblée Générale 2018 est jugé positif. Le format en plénière, qui avait fait l'objet de débat, a bien fonctionné. Il s'agit toujours d'un moment privilégié durant lequel les membres ont plaisir à se retrouver.

Le rapport sur le séminaire sur le rétrécissement de la société civile préalable à l'AG a été approuvé. Les membres du CE ont demandé un délai de 15 jours pour relecture et approbation du rapport de l'AG.

Les défis des prochaines années

Marc Schade-Poulsen a rappelé les grandes lignes de la stratégie et du programme de travail qui a été approuvé par l'Assemblée Générale. En commentaire, les membres du CE ont :

- Souligné la nécessité de travailler sur l'éventuelle séparation de l'intégration de la dimension du genre de celle des droits des femmes. Ce point sera à l'ordre du jour du prochain CE.
- Rapporté l'intérêt des membres syriens pour renouveler la coopération directe avec le réseau.
- Demandé à ce que les commentaires des membres sur la stratégie soient diffusés à nouveau en amont de la prochaine réunion.

5. CONSTITUTION DU NOUVEAU COMITE EXECUTIF

Les rôles de référents politiques et personnes ressources, en charge de seconder les premiers, ont été répartis entre les membres du CE. Voir synthèse en annexe.

NB : la décision de désigner Michel Tubiana référent du projet Majalat avec Lubna Dawany comme personne ressource est postérieure à la réunion.

6. OUTILS DE SUIVI ET D'EVALUATION D'EUROMED DROITS

L'évaluation réalisée par Sida en 2017 a en mis en évidence la difficulté d'EuroMed Droits à rendre compte et à valoriser son action. L'organisation a ainsi reçu des fonds afin de mettre en place différents outils d'évaluation. Marit Flø Jørgensen a présenté ceux élaborés avec la contribution du personnel et des membres, et qui seront mis en œuvre à partir de 2019 :

- La théorie du changement d'EuroMed Droits décrit les résultats que l'organisation souhaite atteindre. Il s'agit d'un document évolutif. Il est demandé par la plupart des donateurs.
- Une base de données sur les résultats obtenus pour chaque programme, alimentée par des données collectées selon la méthode du « outcome harvesting », consistant à identifier les changements comportementaux issus des actions du réseau. L'objectif est d'apprendre de la comparaison des résultats attendus et de ceux obtenus.
- Un cycle de planification / suivi / évaluation / rapport nommé PAMELA permettra de produire 2 fois par an des rapports destinés au CE décrivant les actions menées, les résultats obtenus et les enseignements à tirer pour l'avenir.

Les membres du CE ont rebondit sur le projet de base de données pour proposer la création d'un centre de ressources qui serait constitué de fiches techniques ou politiques sur certains sujets clefs tels que la migration. Ils ont par ailleurs souligné l'importance de garder indépendance et marges de manœuvres vis-à-vis des financeurs, lesquels, empruntant certains outils au monde de l'entreprise, cherchent à mesurer l'efficacité des organisations qu'ils financent selon des critères préétablis. Enfin, le CE juge nécessaire de correctement informer / former les organisations membres sur ces outils afin de ne pas casser la relation de confiance.

7. RAPPORT DU SECRETARIAT

Marc Schade-Poulsen a présenté une synthèse des dernières activités du réseau, en s'appesantissant notamment sur :

- Le projet Majalat
- Maroc : après une année, conférence bilan et perspectives prévue en novembre
- Tunisie : très bon fonctionnement en particulier des groupes de travail Justice et Genre dans le dialogue tri-partite avec l'UE, démarrage positif de l'activité de soutien aux organes constitutionnels, création d'un groupe de réflexion sur la façon de répondre aux politiques européennes

Marit Flø Jørgensen est ensuite revenue sur le processus en cours de constitution des nouveaux groupes de travail sur les thèmes migration, droits des femmes, PIP, droits économiques et sociaux.

Conclusions des échanges

Approbation du rapport du Secrétariat

Majalat : le CE demande à être consulté à l'avenir sur les listes de participants aux rencontres.

Groupes de travail : après débat, les membres du CE ont demandé à ce que la composition des groupes leur soit adressée par email pour approbation avant diffusion aux membres. Il a été souligné l'importance de justifier correctement les quelques refus qui seront prononcés. Il a enfin été proposé d'amender le règlement hors statuts sur le fonctionnement des groupes de travail afin de prévoir l'exclusion des membres absents plus de 3 fois aux réunions du groupe.

8. FINANCES

Søren Toft a présenté l'état de la consommation du budget 2018 et un budget 2019 prévisionnel. On retiendra en synthèse :

- Les perspectives positives d'atterrissage budgétaire à fin 2018 : un léger surplus est escompté.
- Un budget 2019 sécurisé à 90%
- 4 points d'alerte au CE :
 - La fermeture du bureau de Paris en 2019 va générer des coûts (provisions).
 - Erreur de virement sur un compte
 - Dépenses à prévoir pour le recrutement du nouveau directeur exécutif
- Une politique sur la sécurisation des taux de change est en préparation et sera soumise pour approbation au CE lors d'une prochaine réunion.

Marc Schade-Poulsen a ensuite passé en revue l'ensemble des donateurs et informer le CE des perspectives de financement futures avec chacun. La pérennité financière d'EuroMed Droits est assurée par des financements garantis sur le moyen terme par des donateurs clefs. Marc Schade-Poulsen a cependant attiré l'attention du CE sur une faiblesse de l'organisation, le très faible niveau de ses fonds propres, et l'urgence d'y remédier.

Enfin, Marc Schade-Poulsen a présenté deux scénarii de réduction budgétaire pour 2019, par rapport au budget prévisionnel présenté à l'Assemblée Générale, anticipant la non-obtention de certains financements.

Décision du CE

Approbations des rapports financiers présentés. Après vote, le CE a décidé de prioriser le lancement du groupe de travail sur les droits économiques et sociaux, conformément aux attentes de l'AG.

9. QUESTIONS RELATIVES AU PERSONNEL

Une session à huis clos, sans la présence des membres du personnel, a été dédiée au **nouveau règlement commun du personnel** devant entrer en vigueur en 2019.

Le Comité exécutif a approuvé le règlement en soulignant l'esprit positif dans lequel qu'il accueille l'élection de représentants du personnel dans les trois bureaux principaux du secrétariat.

Le second sujet traité concernait le **recrutement d'un nouveau directeur exécutif** :

Après plus de 20 ans dans ses fonctions, Marc Schade-Poulsen a décidé de quitter le poste de directeur exécutif d'EuroMed Droits pour poursuivre d'autres buts professionnels pour la fin de sa carrière. Le CE a discuté du processus à mettre en œuvre pour recruter son remplaçant et permettre une passation aussi efficace que possible (objectif de recrutement d'ici fin 2018, pour une prise de poste au printemps 2019 au plus tard). Ce recrutement pourra, en fonction du profil retenu, avoir un impact sur l'organisation du secrétariat. Cet aspect sera traité ultérieurement.

Chaque membre du CE s'est ensuite exprimé sur les caractéristiques du profil à rechercher : le poste sera basé à Copenhague, le titulaire du poste devra maîtriser a minima 2 langues de travail du réseau et devra avoir des compétences à la fois politique / stratégique et managériales / opérationnelles.

Des échanges, on retiendra

- La création d'un comité de sélection .Celui-ci aura en charge les entretiens avec les candidats et rapportera à l'ensemble du CE.
- L'association du management mais sans implication dans les entretiens et le choix afin de ne pas fragiliser les relations de travail futures.
- La rédaction d'une fiche de poste par Marc Schade-Poulsen à proposer au CE.
- La poursuite des réflexions sur le volet contractuel : pas nécessairement un contrat à durée indéterminée.
- Le maintien du lien avec Marc Schade-Poulsen, comme conseiller, après son départ formel de l'organisation.
- L'information des membres et des donateurs préalablement à la publication de l'offre, indiquant que Marc assumera pleinement ses fonctions jusqu'à son départ.

10. STRATEGIE DE COMMUNICATION

Eliana Capretti a présenté une nouvelle stratégie de communication au CE pour approbation.

Celle-ci, baptisée MEDITERRANEA, rompt avec les pratiques antérieures en mettant les réseaux sociaux au cœur. Un des objectifs stratégiques consiste à créer une communauté euro-méditerranéenne virtuelle – espace à ce jour non occupé dans les réseaux sociaux – en s'appuyant sur les membres.

La nouvelle stratégie affiche également la nécessaire imbrication de la communication et du plaidoyer pour l'atteinte de nos buts.

Une procédure de validation des communiqués de presse a également été exposée et discutée. Les membres du CE ont soulevé la question des validations pour les déclarations conjointes avec d'autres organisations. Il a été rappelé que le bureau de Tunis doit suivre la même procédure d'approbation que les autres bureaux.

La nouvelle stratégie de communication est approuvée – avec un ajout sur la procédure à suivre pour les déclarations conjointes.

11. COLLECTE DE FONDS

Marc Schade-Poulsen a présenté une note de réflexion préalable à la définition d'une nouvelle stratégie de collecte de fonds. Outre une analyse des pratiques actuelles, le document suggère le développement de nouvelles initiatives pour développer les revenus de l'association, notamment en vue de sécuriser ses fonds propres : collecter des fonds via notre site internet ou en organisant des événements, développer des prestations intellectuelles et activités de conseils.

Les pistes suivantes ont été discutées par le CE :

- La recherche de donations privées par le CE
- Organiser des événements, mais en cohérence avec les valeurs d'EuroMed Droits
- Négocier avec les donateurs qu'une partie des financements des programmes soit dédiés à la coordination régionale.
- Faire du lobby auprès du Parlement européen pour essayer d'obtenir une ligne fléchée

Le CE a décidé de sanctuariser les revenus issus des cotisations des membres et de les dédier au renflouement des fonds propres.

**EUROMED RIGHTS POLITICAL REFERENTS
2018 -2021**

Area of work Domaine de travail	Political referent Referent.e politique	Resource Person Personne ressource
Statutory officers/ responsables statutaires		
President	Wadih Al-Asmar	
Vice President	Catherine Teule	
Treasurer	Moataz El Fegier	
Gender equality/ gender mainstreaming	A décider	
Themes		
Shrinking Space Espaces société civile	Lubna Dawany	All EC members
Majalat	Michel Tubiana	Lubna Dawany
Gender equality, égalité des genres Women's rights, droits des femmes	Jamila Sayouri	Lubna Dawany
Gender mainstreaming Intégration de la dimension genre	Temporairement : Jamila Sayouri /Theodora Christou	
Migrant and refugee rights Droits des migrants et réfugiés	Radostina Pavlova	Sara Prestianni / Catherine Teule
Economic and social rights Droits économiques et sociaux	Messaoud Romdhani	David Bondia
Discrimination	David Bondia	Catherine Teule / Messaoud Romdhani
Justice	Theodora Christou	Jamila Sayouri
Trial monitoring Observation de procès	Theodora Christou	Radostina Pavlova
Palestine, Israel and Palestinians (PIP)	Hamdi Shaqqura	Søs Nissen

Countries specifically mentioned in strategy/ pays avec mention particulière dans la stratégie		
Europe (including membership issues) / Promote Network in Europe	Catherine Teule	Radostina Pavlova / David Bondia
Syria, Syrie	Wadih Al-Asmar	Theodora Christou
Palestine / Israel	Hamdi Shacquara	Søs Nissen
Egypt	Moataz El Fegier	Theodora Christou
Tunisia	Messaoud Romdhani	Moataz El Fegier
Algeria	Jamila Sayouri / Messaoud Romdhani	David Bondia
Morocco	Jamila Sayouri	David Bondia
Other countries/ autres pays		
Jordan	Lubna Dawany	
Lebanon	Wadih Al-Asmar	
Libya	Moataz El Fegier	Sara Prestianni / Theodora Christou
Cyprus	Theodora Christou	
Malta	Sara Prestianni	
Portugal	David Bondia	
Italy	Sara Prestianni	
Spain	David Bondia	
Greece	Radostina Pavlova	Theodora Christou
France	Catherine Teule	
Germany	Søs Nissen	
UK	Theodora Christou	
Belgium	Catherine Teule	
Denmark	Søs Nissen	
Bulgaria	Radostina Pavlova	
Central Europe, Balkans	Radostina Pavlova	
Turkey	Radostina Pavlova	

Ireland	Moataz El Fegjery	
Functions/ fonctions		
Communication	Wadih Al-Asmar	
Advocacy, Plaidoyer	Sara Prestianni	
Monitoring and Evaluation Suivi et évaluation	Søs Nissen	